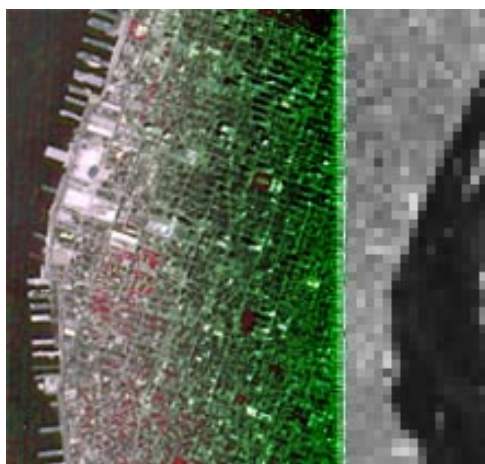


IMAGES SATELLITES ET FICHIERS NOMINATIFS

## L'armée établit une cartographie politique des États-Unis



Les États-Unis ont accepté l'intervention des militaires dans la vie civile. Ils ont confié cette mission de « défense de la patrie » au Northern Command, dirigé par le général Ralph E. Eberhard qui était chargé de la sécurité aérienne le 11 septembre. Sous sa direction, la nouvelle National Geospatial Intelligence Agency (NGIA) va réaliser une cartographie satellite précise à 50 cm près du territoire des États-Unis. Les opinions politiques des habitants et les risques qu'ils représentent y seront répertoriés.

page 2

### Les étranges alliances du gouvernement Sharon

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le député israélien Yossi Sarid s'inquiète du rapprochement de Sharon avec les extrêmes droites européennes et choisit de boycotter la venue du néo-fasciste italien Gianfranco Fini à la Knesset. Cette alliance illustre, selon lui, l'hypocrisie de la guerre à l'antisémitisme du Premier ministre. Faisant fi de leur haine passée, les extrêmes droites israéliennes et européennes s'allient dans le cadre du « choc des civilisations ».

page 10

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Ariel Sharon a négocié en secret avec Washington les conséquences du discours de George W. Bush sur l'application de la Feuille de route

■ Israël reçoit en grande pompe l'ancien néo-fasciste italien Gianfranco Fini

■ L'émissaire états-unien au Proche-Orient de retour dans la région d'ici deux semaines

■ Le secrétaire du Hezbollah menace les États-Unis et Israël

■ Une société saoudienne obtient un important marché de reconstruction en Irak

■ La Syrie préparerait le remplacement du Premier ministre libanais Rafic Hariri

■ Des manifestations de partisans du général Aoun et des Forces Libanaises au Liban et en France

■ Le président syrien réaffirme sa volonté de dialogue avec Washington

page 17

### ARIEL SHARON, PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN

## « La présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger »

Dans un entretien accordé à *EUpolitix.com* et que nous reproduisons avec l'autorisation du site, Ariel Sharon explique que « la présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger ». « Il n'y a aucune distinction », explique le Premier ministre israélien, entre l'antisémitisme et les critiques de la politique d'Israël, car « l'État d'Israël est un État Juif ». Ariel Sharon critique les Accords de Genève : « L'unique conséquence de cette initiative sera de retarder encore la solution finale. »

Ces propos, qui constituent un appel explicite à la haine et à la discrimination, tombent manifestement sous le coup de la loi française, mais ne peuvent être poursuivis en raison de l'immunité attachée à la fonction de leur auteur. Il nous cependant est apparu indispensable d'alerter nos lecteurs sur leur gravité en les publiant intégralement.

page 5

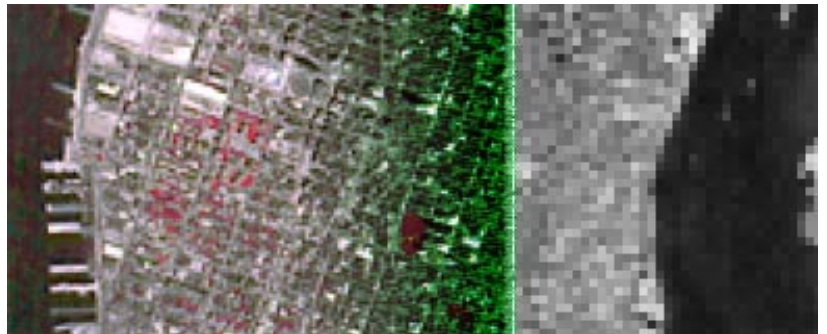
LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Déclaration commune de George W. Bush et Tony Blair (extraits)

page 23

## Images satellites et fichiers nominatifs

# L'armée établit une cartographie politique des États-Unis

**Les États-Unis ont accepté l'intervention des militaire dans la vie civile. Ils ont confié cette mission de « défense de la patrie » au Northern Command, dirigé par le général Ralph E. Eberhard qui était chargé de la sécurité aérienne le 11 septembre. Sous sa direction, la nouvelle National Geospatial Intelligence Agency (NGIA) va réaliser une cartographie satellite précise à 50 cm près du territoire des États-Unis. Les opinions politiques des habitants et les risques qu'ils représentent y seront répertoriés.**



À la suite du traumatisme qu'ils ont subi le 11 septembre 2001, les États-uniens ont accepté de renoncer à une partie de leurs libertés en échange de garanties pour leur sécurité. Ainsi, revenant sur l'interdit séculaire de toute intervention militaire dans la vie civile, ils ont confié à l'armée fédérale une mission de « défense de la patrie » jusque-là confiée par certains aspects au FBI, par d'autres à la Garde nationale.

Depuis la guerre de Sécession, le Posse Comitatus Act de 1878 prohibe toute intervention militaire pour faire appliquer la loi. Cependant, avec le temps, quelques entorses à ce sacro-saint principe ont été acceptées, notamment pour ce qui concerne la « guerre aux drogues ». Une brèche par laquelle le Pentagone s'est engouffré.

## Le Northern Command supervise l'intervention des militaires dans la vie civile

Le 25 avril 2002, un nouveau commandement régional a été créé : le Commandement du Nord (**Northern Command**), capable de superviser toutes les forces de maintien de l'ordre et de sécurité en cas de situation « extraordinaire ». Doté d'un état-major de 500 hommes, il a été installé sur une base de l'Air Force à Colorado Springs. Il est articulé au département (civil) de Sécurité de la Patrie, à diverses agences militaires (le Quartier général des forces conjointes pour la sécurité de la patrie, situé à Norfolk, Virginie ; les Unités de sécurité de la patrie du Commandement conjoint ; la Force d'intervention conjointe pour les opérations civilo-militaires, située à Fort Monroe, Virginie ; et la Force conjointe six chargée des opérations anti-drogues, basée à Fort Bliss, Texas), et bien sûr à la Garde nationale (qui dépend des gouverneurs et non de l'État fédéral). En outre, il assure la coordination de la défense avec les pays limitrophes : le Canada, le Mexique et les îles des Caraïbes.

À peine installé, la gestion du Commandement central s'est avérée un casse-tête administratif. Comme aucun moyen ne lui avait été affecté, il a fallu se servir sur d'autres lignes budgétaires. Pour le personnel, on a fait appel à des officiers détachés de leur corps d'origine, d'où un certain flou sur l'organisation hiérarchique. Sans parler des agences civiles qui refusent d'obéir à des militaires, ni sur les réticences à coopérer des États limitrophes, hormis le Canada qui a au contraire signé un accord plaçant *de facto* sa propre armée, en certaines circonstances, sous l'autorité du Northern Command.

Le Commandement du Nord a été confié au général Ralph E. Eberhard, qui commande déjà toutes les forces concernées par le programme de « guerre des étoiles ». Ces pouvoirs sans ampleur équivalente dans le système militaire US récompensent son action le 11 septembre. Ce jour-là, il était en charge de la sécurité aérienne. Il n'a pas respecté la procédure de crise et a pris des initiatives qui se sont avérées mauvaises, puisqu'elles ont été inefficaces pour empêcher la suite des événements. Ayant sa part de responsabilité dans le traumatisme du 11 septembre, il n'a pas été sanctionné, mais au contraire a bénéficié personnellement des mesures d'exception qu'il a justifiées.

## La National Geospatial Intelligence Agency (NGIA)

Le Commandement du Nord n'a pas de capacité de renseignement. Aussi, pour remplir sa mission de « défense de la patrie », il se repose sur un organe *ad hoc*, le mystérieux Counterintelligence Field Activity (CIFA), créé le 19 février 2002 (DoD Directive 5105.67). Les compétences de cette unité ont été étendues discrètement. En définitive, elle est en charge d'un fichier nominatif relatif aux risques terroristes qui menacent le département de la Défense et ses personnels.

Les 14 et 15 octobre 2003, le Commandement du Nord a co-organisé un colloque au cours duquel a été présenté un projet de contrôle social sans précédent : il s'agit de croiser des photographies satellites du service de cartographie militaire avec des données humaines nominatives du CIFA. À cette occasion, l'agence de cartographie devrait abandonner son nom actuel de

National Imagery & Mapping Agency **NIMA**, pour devenir la National Geospatial Intelligence Agency (NGIA).

Dès janvier 2003, Jack Hill de la NIMA avait proposé ce changement de dénomination afin de mieux décrire les nouvelles activités de l'agence : une surveillance orientée vers le territoire national des États-Unis, au service du département à la Sécurité de la Patrie, du FBI et du Nortcom entre autres. En effet, pour la première fois en janvier 2003, la NIMA fournissait ses services à des agences de sécurité intérieure à l'occasion du Super Bowl de San Diego. À la suite de cette grande première, la direction de la NIMA se félicitait et exposait ses projets : fusionner des données géographiques, infrastructurelles avec sa base d'imagerie satellitaire pour les 133 principales villes états-uniennes ; augmenter la précision des images satellite en passant d'une résolution à 30 mètres à une résolution au mètre près. Concernant la précision des images, la NIMA a signé, le 30 septembre 2003 un contrat de cinq ans avec la société DigitalGlobe qui lui fournira des images de résolution deux fois plus fine (50 cm).

La précision cartographique très détaillée du territoire des États-Unis associée aux données nominatives des agences gouvernementales (FBI, CIFA...) permettra de cartographier et de localiser les logements et lieux de travail. On y portera les opinions politiques des habitants et les risques qu'ils représentent.

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

[www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

**Ariel Sharon, Premier ministre israélien**

# « La présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger »

Dans un entretien accordé à *EUpolitix.com* et que nous reproduisons avec l'autorisation du site, Ariel Sharon explique que « *la présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger* ». « *Il n'y a aucune distinction* », explique le Premier ministre israélien, entre l'antisémitisme et les critiques de la politique d'Israël, car « *l'État d'Israël est un État Juif* ». Ariel Sharon critique les Accords de Genève : « *L'unique conséquence de cette initiative sera de retarder encore la solution finale.* »

Ces propos, qui constituent un appel explicite à la haine et à la discrimination, tombent manifestement sous le coup de la loi française, mais ne peuvent être poursuivis en raison de l'immunité attachée à la fonction de leur auteur. Il nous cependant est apparu indispensable d'alerter nos lecteurs sur leur gravité en les publiant intégralement.

**M. le Premier ministre, dans un entretien qu'il a donné au site *EUpolitix.com*, le Premier Ministre palestinien, Abu Alla (Ahmed Qureih) vous a décrit comme étant quelqu'un de plaisant mais d'un caractère très idéologique. Il a déclaré douter de votre engagement à permettre l'établissement d'un État palestinien. Vous même, comment décririez vous le Premier ministre Abu Alla ?**

**Ariel Sharon :** D'une manière générale je n'établis pas de jugements sur les personnes. Cela fait quelques années maintenant que je connais Abu Alla. Je l'ai rencontré à différentes occasions : à la résidence du Premier ministre ; en tant que ministre des Affaires étrangères, je l'ai rencontré à Jérusalem mais aussi en privé dans mon ranch ; je l'ai également rencontré à Washington. C'est un homme chevronné, un homme politique blanchi sous le harnais ; en tant qu'individu il ne fait aucun doute que sa principale motivation est d'ordre

politique. Et bien sûr, il ne fait pas partie du mouvement sioniste ! Enfin c'est un proche d'Arafat. Je l'apprécie en tant qu'homme qui croit que la solution du conflit ne viendra pas par des actions guerrières et je serais heureux d'entamer des négociations avec lui. Toutefois, dans la foulée, je précise qu'Abu Alla ne sera pas jugé sur ses déclarations et discours, mais clairement sur les démarches qu'il entreprendra pour faire cesser le terrorisme palestinien. Aussi longtemps que le terrorisme perdurera nous n'avancerons pas sur le chemin vers la création de l'État palestinien. Il est important de clarifier ce point. Israël soutient de tout cœur la « Feuille de route », qui prévoit clairement l'arrêt de la terreur et de son incitation comme préalable à l'établissement d'un État palestinien, et c'est ce que nous exigeons.

**Quelle est votre réaction sur le récent sondage qui a mis en évidence que 59 % des Européens sont d'avis qu'Israël constitue un danger pour la sécurité dans le monde ou encore que 17 % des Italiens pensent que, sans l'existence d'Israël, les conflits au Moyen-Orient seraient résolus ? À quel point ce sondage vous inquiète-t-il ? Comment Israël compte-t-il réagir contre ce phénomène et changer cette manière de penser ?**

**Ariel Sharon :** Ce à quoi nous avons affaire en Europe est un antisémitisme qui a toujours existé et il ne s'agit vraiment pas d'un phénomène nouveau. Cet antisémitisme existe et ce qui le fait avancer est un « antisémitisme collectif » qui fait entrer Israël en ligne de compte. Il y a bien sûr des antisémites qui exploitent les événements qui ont eu lieu en Israël ainsi que l'argument selon lequel Israël fait usage de la force dans des proportions excessives. Ils cherchent à compromettre le droit à l'autodéfense d'Israël. Il existe donc un danger pour les Juifs. La présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger. Cette tentative de nous priver de notre droit à l'autodéfense témoigne de l'antisémitisme qui règne.



**Monsieur le Premier ministre, en Europe on essaye de distinguer d'un côté un antisémitisme que l'on doit condamner et d'un autre côté des critiques légitimes contre la politique d'Israël. De plus, certains pensent qu'Israël se sert de l'antisémitisme comme d'un bouclier contre les critiques qui lui sont adressées.**

**Ariel Sharon :** Aujourd'hui il n'y a aucune distinction. Nous parlons d'un antisémitisme collectif. L'État d'Israël est un État Juif, ce qui explique l'attitude d'Israël. Cet antisémitisme est fondamental et, aujourd'hui, pour l'encourager et pour ébranler le droit des Juifs à l'autodéfense, on en reparle. De nos jours les politiques antisémites ne sont pas populaires, les antisémites mettent donc dans le même paquet leurs politiques et le conflit israélo-palestinien. L'antisémitisme doit être combattu. Il est excessivement dangereux. Cependant nous pouvons

trouver les bonnes réponses pour le combattre. Ce que nous demandons aux pays d'Europe c'est de lutter contre l'antisémitisme de toutes les manières possibles et de manière très vigoureuse. Bien sûr le simple fait que les Musulmans soient en grand nombre, approximativement 17 millions à travers l'Union européenne, en a fait un problème politique. Selon moi, les gouvernements européens n'agissent pas assez pour lutter contre l'antisémitisme. Cependant certains pays incluent ce sujet dans leurs programmes éducatifs et c'est exactement ce qu'il faut faire. Il est nécessaire d'enseigner, d'expliquer, de rappeler ce que l'antisémitisme a causé par le passé et l'on doit réaliser que le mal causé par l'antisémitisme n'a pas uniquement touché le peuple Juif mais aussi les pays où l'antisémitisme sévit. Ces pays doivent le combattre. On ne peut établir aucune distinction, Israël est considérée comme un État Juif.

**Les relations israélo-européennes traversent une crise, la pire que l'on ait jamais connue. Quelle est la cause de ce manque de compréhension entre Israël et l'Europe ?**

**Ariel Sharon :** Il est important de mettre les choses au clair : dans de nombreux domaines, Israël a eu des intérêts importants dans ses relations avec l'Europe. Dans l'économie, les sciences, la culture et pour la construction de ses infrastructures. Étant donné que l'Europe représente un fournisseur d'envergure pour Israël, l'Europe constitue pour elle un marché naturel et nous avons des intérêts clairs à avoir de bonnes relations avec l'Europe. Dans le domaine politique, j'ai clairement dit aux Européens que l'Europe aurait pu jouer un rôle plus fort et même central si sa politique avait été plus équilibrée au Moyen-Orient. La politique européenne n'est pas équilibrée pour le moment. L'État d'Israël ne peut se permettre de mettre son destin entre les mains des Européens, connus pour mener une politique non équilibrée. Il est bien entendu toujours dangereux de généraliser, mais il est possible de dire que la majorité des pays européens ne disposent pas d'une politique équilibrée. Sous la présidence italienne actuelle, on peut dire que la politique européenne est équilibrée. La majorité de ses membres ne veulent pas l'accepter, mais l'Italie a contribué à équilibrer les positions européennes.

**Il semblerait que la clôture de sécurité - tel qu'Israël la définit - soit perçue en Europe plutôt comme mur de séparation qui ne peut qu'intensifier les désaccords entre Israël et l'Union européenne.**

**Ariel Sharon :** Concernant la clôture, malheureusement, beaucoup d'Européens ne connaissent pas la réalité dans les Territoires. Une explication franche devrait permettre de clarifier les positions d'Israël et de modifier l'attitude européenne. Il y a neuf kilomètres de mur construits du côté israélien de la ligne verte, un mur conçu pour protéger un axe central reliant le Nord d'Israël au Sud. Sur cet axe, les Palestiniens ont pris l'habitude de tirer sur les voitures et sur les ouvriers qui travaillent à la voirie. La fonction première de ce mur physique est donc de protéger les personnes empruntant cet axe des attaques de tireurs isolés. Mais il ne s'agit que de neuf kilomètres de mur sur un système de clôtures qui s'étend sur des centaines de kilomètres. La clôture est avant tout une mesure de sécurité, ce n'est pas une frontière politique. Il s'agit d'empêcher des terroristes de se rendre en Israël et d'y commettre des attentats

suicides dans les villes israéliennes. Il s'agit d'une mesure conçue pour garantir la sécurité des citoyens israéliens. Je voudrais être bien clair sur ce point avec les Européens : si j'ai à choisir entre affronter la critique européenne ou contribuer à renforcer la sécurité des citoyens israéliens, je n'aurais aucune hésitation à orienter mon choix. En outre, la clôture empêche le passage des milliers de Palestiniens, immigrés clandestins en direction des villes et villages arabes à l'intérieur d'Israël. Non seulement cette immigration est illégale, mais elle contribue par ailleurs à encourager les actes terroristes. Dans mes conversations avec des membres du gouvernement italien, j'ai expliqué que notre démarche est semblable aux tentatives de l'Italie pour empêcher l'entrée des réfugiés sur son territoire. Cependant, à la différence des réfugiés qui viennent en Italie pour gagner leur vie, dans notre cas cette immigration a pour conséquence une intensification de la terreur.

**Quelle est votre opinion sur le soutien de l'Europe aux Accords de Genève ainsi qu'à d'autres initiatives politiques parallèles à l'action de votre gouvernement ?**

**Ariel Sharon :** Écoutez, Israël est une démocratie, on peut d'ailleurs même dire qu'Israël est bien d'avantage qu'une démocratie. Il y a des opinions qui divergent, mais il y a également un gouvernement qui a été élu avec une large majorité et les prochaines élections ne sont que dans quatre ans. Pour ma part, je pense que, lors des prochaines élections, le Likoud se verra à nouveau confier la gestion du pays. Par le passé nous avons déjà eu affaire aux Accords d'Oslo. Les Accords de Genève sont la même marchandise, simplement sous un emballage différent. Les Accords d'Oslo ont été l'un des pires désastres auxquels Israël ait jamais été confronté. Ils ont été la conséquence d'un manque de responsabilité et de sérieux qui nous a conduits à une des grèves les plus dures jamais vues, ils ont permis à des milliers de terroristes et de meurtriers armés de pénétrer dans notre pays, par exemple un certain lauréat du Prix Nobel de la Paix.

Nous avons déjà tiré les conséquences de cette erreur. Je pense que les Accords de Genève ne font que retarder la solution, étant donné que les Palestiniens sont porteurs de beaucoup d'espoirs et je ne pense pas qu'ils accordent une grande confiance à ces accords. Cependant, à supposer qu'ils y croient, pourquoi devraient-ils revenir sur des points qu'ils ont déjà acceptés ? Peut-être pensent-ils pouvoir exiger et obtenir plus ? L'unique conséquence de cette initiative sera de retarder encore la solution finale [1]. Il n'y a rien de positif là dedans. De plus, nous avons affaire à des personnes que nous avons déjà vues à l'œuvre par le passé et nous savons ce qu'elles nous ont apportés.

**Que pense Israël de la position européenne sur les capacités nucléaires de l'Iran ?**

**Ariel Sharon :** On doit rester prudent. L'Europe a des intérêts économiques en Iran. Nous faisons des mises en garde et insistons pour que les inspections soient réelles. Le danger que constitue l'Iran en tant que pays qui jouit de capacités nucléaires changera le Moyen-Orient d'aujourd'hui. L'Iran est un pays où l'on appelle à la destruction de l'État d'Israël. Cette destruction est présentée comme l'objectif que l'Iran doit atteindre et l'on se doit dès lors de faire tout ce qui est possible pour empêcher que ce pays ne dispose de capacités nucléaires.



Je ne dis pas cela parce que le danger est uniquement dirigé vers nous. L'Iran et ses armes nucléaires en font un pays islamique extrémiste, actif dans le domaine du terrorisme, au centre d'un terrorisme international et capable de faire usage de ses armes nucléaires. De ce fait nous devons prendre toutes les mesures pour que cela n'arrive pas. Je peux vous dire que, lors de ma visite à Rome, j'ai interpellé mon collègue Silvio Berlusconi, qui est actuellement à la tête de la présidence tournante de l'Union européenne, et j'ai insisté pour que l'Italie se penche tout particulièrement sur le désarmement nucléaire de l'Iran. Bientôt l'Italie se joindra à l'Agence internationale de l'énergie atomique. J'ai clairement dit que nous devons nous assurer que l'Iran signe et mette en application le traité qui existe. Elle doit lever le voile sur toutes ses activités nucléaires. J'ai également souligné que l'Iran devait mettre fin à l'enrichissement d'uranium. Je voudrais également rappeler que, jusqu'ici, l'Iran ne s'est pas conformé aux accords conclus relatifs aux inspections et que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait prendre des mesures à cet effet. Seule l'ONU peut prendre des décisions et les appliquer. Dans le passé le Conseil de sécurité a réglé des situations moins graves que celle dans laquelle se trouve l'Iran aujourd'hui. L'appel que nous adressons à l'Europe est clair. Nous devons faire le lien entre les relations économiques de l'Iran et le développement nucléaire de ce pays. Nous devons mettre en question ces relations étant donné que l'Iran n'a pas été en mesure de se conformer aux règles. L'Iran et son armement nucléaire constituent un danger pour la paix et la stabilité du monde.

---

Source : « Ariel Sharon, Prime Minister of Israel », entretien original en anglais, et « Ariel Sharon, Premier ministre israélien », traduction partielle en français, *EUpolitix.com*, lundi 24 novembre 2003. *EUpolitix.com* est un site d'information sur la politique de l'Union européenne.

Traduction complémentaire : Grégoire Seither / Réseau Voltaire.

---

[1] Citation originale en anglais : « This initiative can only result in delaying the final solution. »

# Les étranges alliances du gouvernement Sharon

## Analyse

Israël et l'Inde ont signé en octobre un accord militaire comprenant la construction commune d'un avion de combat et la possible utilisation de bases aériennes indiennes par l'aviation israélienne, concrétisant ainsi un rapprochement entre les deux pays. Le vice-président du Congrès juif mondial, Isi Leibler se réjouit dans le *Jerusalem Post* de la nouvelle orientation que l'Inde donne à ses relations avec Israël depuis que les nationalistes hindous sont au pouvoir. Il regrette que New Delhi continue de soutenir des résolutions à l'ONU condamnant Israël et que Tel-Aviv ne s'implique pas davantage dans cette relation, mais voit d'un œil favorable les rapprochements, soutenus par des groupes sionistes américains, entre l'Inde et la diaspora juive. Cette alliance des gouvernements nationalistes indiens et israéliens semble clairement destinée à combattre le Pakistan et l'Iran et trouve un sinistre écho dans les propos islamophobe tenu par Ariel Sharon dans une interview accordée au site *EUpolitix.com*, que nous reproduisons dans ces colonnes. Il y déclare : « *La présence musulmane qui ne cesse d'augmenter en Europe met clairement la vie des Juifs en danger* ».

Ces propos rejoignent la rhétorique traditionnelle d'une partie de l'extrême droite européenne qui, malgré son antisémitisme historique, noue des liens avec l'extrême droite israélienne. Ainsi, on se souvient qu'entre les deux tours de l'élection présidentielle française de 2002, Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), avait affirmé dans *Ha'aretz* que « *les Juifs de France et Le Pen partagent un intérêt commun* ». Le président du Front national avait accordé une interview au même quotidien dans laquelle il comparait la politique d'Ariel Sharon à sa propre action en Algérie. Le député d'opposition israélien Yossi Sarid s'inquiète de ces rapprochements et annonce qu'il boycottera la venue du dirigeant néo-

fasciste Gianfranco Fini à la Knesset. Dans *Ha'aretz*, le président du Meretz voit dans cette invitation la preuve de la politique anti-antisémite de Sharon. Faisant fi de leur haine réciproque passée, les extrêmes droites israéliennes et européennes s'allient aujourd'hui dans le cadre du « Choc des civilisations ».

Pour Kemal Dervis, ce « Choc des civilisations », prophétisé par Huntington, n'est pas inévitable. L'ancien ministre de l'Économie turc voit dans les attentats d'Ankara une attaque contre la Turquie qui serait pour les islamistes un pont qu'il convient de détruire entre l'Orient et l'Occident. Dans *Le Figaro*, il demande aux dirigeants de l'Union européenne de ne pas tomber eux-mêmes dans cette logique et de soutenir l'adhésion de son pays à l'Union en 2005 contre les projets de Washington de constituer une union des pays du Proche-Orient dans laquelle la Turquie serait reléguée.

Richard N. Haass, président du Council on Foreign Relations et ancien directeur du planning du département d'État, reconnaît dans le *Washington Post* le caractère impérialiste de la guerre en Irak et note que ce type de guerre est plus difficile à faire accepter à l'opinion publique que les guerres d'autodéfense. L'opinion n'étant pas prête à ce que l'armée s'implique longtemps dans un pays étranger dans le cadre de telles guerres, il est essentiel de bien préparer la population auparavant.

Ce conditionnement de l'opinion publique passe par les médias états-unis où les conservateurs ont de plus en plus d'influence. Le *Los Angeles Times* ouvre, aux États-Unis, le débat sur la « révolution conservatrice » dans les médias et les milieux culturels. Brian C. Anderson, ancien membre de l'American Enterprise Institute, note que suite au succès de *Fox News*, de sites internet conservateurs et de la multiplication des livres défendant les thèses conservatrices, le monopole de la gauche sur cette branche est en train de s'effondrer et que les États-Unis vont devenir un pays de plus en plus conservateur. Neal Gabler balaye cette affirmation et note que bien qu'on assiste effectivement à une progression des discours conservateurs dans les médias, cela ne se traduit pas par une modification des opinions des citoyens états-unis qui continuent de se placer sur l'échelle droite gauche dans des proportions similaires à celle qu'on pouvait observer avant le 11 septembre.

Enfin, Robert Parsons revient dans le *Guardian* sur la chute d'Edouard Chevardnarze qu'il déplore. Reconnaisant que l'ancien président géorgien n'a pas assez fait pour combattre la corruption, il passe toutefois sous silence la fraude électorale qui a poussé l'opposition à manifester. Il conclut en demandant à Misha Saakashvili, qu'il considère comme le prochain président géorgien, de garder une politique équilibrée entre Moscou et Washington et de ne pas remettre en cause l'implantation de bases russes dans le pays.

## Isi Leibler

Isi Leibler est vice-président du Congrès juif mondial. Il a récemment reçu le prix Mahatma Gandhi pour sa contribution au renforcement des liens israélo-indien.

### « Un nouvel accord à New Delhi »

Source : Jerusalem Post

Référence : « New deal from New Delhi », par Isi Leibler, *Jerusalem Post*, le 24 novembre 2003.

Pendant longtemps, l'Inde a été opposée à Israël et soutenait la cause des pays arabes en raison des 140 millions de musulmans vivant sur son territoire, de son statut dans le mouvement des non-alignés et de sa dépendance vis-à-vis du pétrole du Golfe. Toutefois, on a pu observer un changement positif de politique suite de la visite d'**Ariel Sharon** en septembre dans le sous-continent et désormais les dirigeants hindous estiment qu'Israéliens et Indiens doivent se battre ensemble contre le fondamentalisme islamique et le terrorisme global. Les liens en matière de défense et de lutte anti-terroristes se développent et il ne fait nulle doute que cette tendance a été renforcée par l'émergence du nationalisme hindou et son arrivée au pouvoir en 1998. Certes, l'hindouïsme n'a pas de base biblique ce qui complique la compréhension du judaïsme en Inde mais, contrairement aux chrétiens et aux musulmans, ils ne pensent pas que leur religion a rendu le judaïsme obsolète et nous suivons deux religions qui ne sont pas prosélytes. Toutefois, l'Inde subit encore des influences arabes et elle a voté la résolution anti-israélienne de l'ONU.

Les responsables indiens expliquent que cela ne se reproduira plus mais qu'il leur faut du temps pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Les liens touristiques et les 60 000 juifs d'origines indiennes vivant en Israël renforcent les liens entre les deux pays. Il est incompréhensible que le gouvernement ferme le consulat de Bombay pour des raisons économiques. Les juifs du monde ont un rôle à jouer dans ces liens et c'est ce que font l'AIPAC, le Centre Simon Wiesenthal et l'American Jewish Committee.

En raison de sa population et de sa croissance économique, le rapprochement avec l'Inde devrait être un des objectifs prioritaires de notre politique étrangère.

## Yossi Sarid



Député israélien, Yossi Sarid est président du Meretz.

### « Refuser de blanchir »

Source : Ha'aretz

Référence : « Refusing to sanitize », par Yossi Sarid, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Demain, je boycotterai la réception de **Gianfranco Fini**, vice-Premier ministre italien, par la Commission constitution, loi et justice de la Knesset, car je ne veux pas participer au blanchissement de fasciste, néo-fasciste et antisémite de tout ordre. En effet, Fini est le président de l'Alliance nationale, héritier des partis fascistes italiens. Le rêve de M. Fini est de devenir Premier ministre italien après la chute de **Silvio Berlusconi** en raison de ses ennuis judiciaires. Mais pour cela il doit se donner une image respectable, même si ces partisans

continuent d'honorer la mémoire du Duce et qu'il avait affirmé, il y a quelques années, que « *Mussolini état le plus grand homme d'État du XXe siècle* ». Si Israël, le pays du peuple juif veut blanchir Fini, c'est parce qu'il soutient la politique d'**Ariel Sharon**. Cela illustre bien l'hypocrisie de la guerre à l'antisémitisme du Premier ministre. Quand ce dernier s'est rendu en Italie la semaine dernière, j'avais voulu lui donner les œuvres de Primo Levi pour qu'il les donne à Berlusconi, lui qui a affirmé que « *Mussolini n'a jamais tué personne. Mussolini envoyait les gens en vacances* ». Étrangement, personne ne s'est indigné de cette phrase en Israël, mais on imagine les réactions suscitées si elle avait été prononcée par le président français ou un dirigeant arabe et pas par un « ami d'Israël ». Dans le même temps, Israël a repris discrètement ses liens diplomatique avec l'Autriche bien que le parti de Jörg Haïder est encore dans le gouvernement. Cela n'est peut-être pas étranger aux intérêts financiers d'Ariel Sharon dans des banques autrichiennes. La bataille contre l'antisémitisme doit être menée sur des bases solides ou nous perdrons notre légitimité. Pour moi, Fini reste *persona non grata*.

## Kemal Dervis



Ancien expert de la Banque mondiale, Kemal Dervis est ancien ministre turc de l'Economie et membre du Parlement à Istanbul.

### « La Turquie et la fracture de civilisations »

Source : Le Figaro

Référence : « La Turquie et la fracture de civilisations », par Kemal Dervis, *Le Figaro*, 24 novembre 2003.

Samuel Huntington, dans le « *Choc des civilisations* », a cité la Turquie comme un exemple de « pays déchiré » entre Orient et Occident. Les récents bombardements qui ont ravagé Istanbul montre l'importance, pour la Turquie de surmonter la ligne de faille d'Huntington afin d'apparaître comme une démocratie prospère, laïque et stable et démontrer ainsi qu'il n'y a rien d'inévitable dans le « Choc des civilisations ». En frappant la Turquie, les terroristes démontrent qu'ils comprennent la nature mondiale de la lutte pour l'âme de la Turquie.

L'avenir du pays sera déterminé par les choix politiques des dirigeants nationaux mais aussi par des facteurs externes, au premier rang desquels on compte l'éventuel début des négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en 2005. Cette décision devra être prise en décembre 2004 en fonction des progrès réalisés par le pays pour remplir les critères d'adhésion. Économiquement, politiquement et institutionnellement, la Turquie a besoin de l'intégration européenne et l'Europe doit ainsi prouver que le « Choc des civilisations » n'est pas inévitable, que les croyants de toutes religions et les athées peuvent construire ensemble le « projet européen », qu'une société majoritairement musulmane peut-être démocratique et laïque et que Grecs et Turcs peuvent surmonter leurs divergences comme l'ont fait Français et Allemands.

L'Europe a aidé les pays d'Europe centrale et orientale à sortir du communisme et va les intégrer dans l'Union européenne mais alors que son économie de

marché et ses institutions démocratiques étaient bien plus développés que dans ces pays en 1990, la Turquie n'a pas bénéficié des mêmes encouragements. Si l'année prochaine, la Turquie remplissait les conditions d'adhésion, l'Union européenne doit accepter d'entamer les négociation sous peine de remettre en cause la transition démocratique du pays. Les États-Unis doivent également aider la Turquie dans ce sens et abandonner l'idée erronée de faire participer la Turquie à un nouveau « Moyen-Orient plus vaste ».

## Richard N. Haass



Richard N. Haass était directeur du planning du département d'État et coordinateur spécial pour l'Afghanistan jusqu'en juin dernier. Il est aujourd'hui président du Council on Foreign Relations.

### « Des guerres de choix »

Source : *Washington Post*

Référence : « Wars of Choice », par Richard N. Haass, *Washington Post*, 23 novembre 2003.

L'une des leçons de base de la guerre en Irak est que les démocraties, et particulièrement la démocratie américaine, ne se confondent pas facilement avec un empire. L'empire repose avant tout sur le contrôle du centre sur la périphérie et cela nécessite de mener des guerres non pas pour des questions d'intérêt national mais pour des questions impériales. L'Irak est une de ces guerres.

La Seconde Guerre mondiale, la Corée, la Guerre du Golfe ou la guerre contre Al Qaïda sont des guerres de nécessité pour faire face à des agressions et ces guerres nécessaires font l'objet d'un vaste consensus dans l'opinion publique qui permet de faire accepter à la population les coûts financier et humain nécessaires. L'Irak est, au contraire, comme le Vietnam ou le Kosovo, une guerre de choix ce qui signifie qu'une alternative politique à la guerre existe et qu'il n'y a pas un large consensus à son sujet. Les exemples historiques démontrent que les États-Unis sont prêts à accepter des guerres de choix courtes et peu chères mais pas des guerres longues et coûteuses comme l'Irak. C'est pour cette raison que l'administration Bush veut se désengager d'Irak et confier la direction du pays aux Irakiens. Cela est certes en partie motivé par la lassitude des Irakiens vis-à-vis de l'occupation mais la raison principale est domestique et cela aboutit à une réduction des ambitions de l'administration Bush en Irak.

Il faut, pour qu'une guerre de choix réussisse, que la population et le Congrès soient préparés psychologiquement aux coûts de la guerre, s'assurer d'obtenir un soutien international, et surtout ne pas sous-estimer le coût d'une telle guerre dont on ne peut jamais prévoir la durée.

## Brian C. Anderson



Ancien membre de l'American Enterprise Institute. Brian C. Anderson est rédacteur du City Journal, l'organe de presse du Manhattan Institute.

### « Choc culturel »

Source : Los Angeles Times

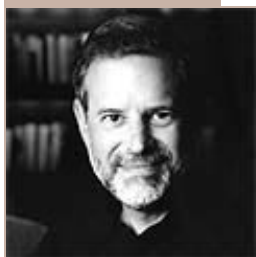
Référence : « Culture Clash », par Brian C. Anderson, *Los Angeles Times*, 23 novembre 2003.

Le quasi-monopole de la gauche sur la fabrication de l'opinion et de l'information subit un coup d'arrêt liés à trois changements majeurs qui ont injecté les idées conservatrices au cœur des discussions.

Le premier événement a été l'émergence des télévisions câblées et principalement **Fox News** de **Rupert Murdoch**, une chaîne dont l'audience n'a cessé de croître depuis 1996 avant de monter en flèche le 11 septembre et d'être mise sur orbite par la Guerre d'Irak. Cette station d'information au discours conservateur est la première source d'information de 22 % des Américains, dont 32 % de centristes et 18 % de libéraux. Dans le même temps, on a vu se développer des émissions satiriques, comme « South Park », dont la vulgarité heurte les conservateurs mais dont la première cible sont les libéraux. Ces séries sont regardées par des jeunes, génération où l'on compte plus de soutien à la politique de l'administration Bush que chez leurs aînés, qui détestent le politiquement correct et soutiennent la politique étrangère actuelle.

L'autre bouleversement est le développement des sites Internet d'information qui ont contribué à casser le monopole des libéraux sur l'information. Parmi ces sites, les sites conservateurs ont une large audience et touchent surtout de jeunes lecteurs. Ces sites parviennent à déclencher des mouvements d'opinions qui sont, notamment, parvenus à faire annuler la diffusion d'une mini-série sur Ronald Reagan que les conservateurs jugeaient injuste avec l'ancien président. Le troisième bouleversement vient du monde de l'édition où les conservateurs n'ont plus les difficultés qu'ils rencontraient à se faire éditer. Beaucoup pensent qu'il s'agit d'une conséquence du 11 septembre mais cela est surtout une résultante des succès en librairie des ouvrages soutenus par les télévisions et les radios conservatrices. On assiste donc à l'émergence d'une sphère d'information non-libérale et cela va rendre les États-Unis plus conservateurs.

## Neal Gabler



Neal Gabler est chercheur au Norman Lear Center de l'USC Annenberg. Il est l'auteur de *Life the Movie : How Entertainment*

### « Choc culturel »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Culture Clash », par Neal Gabler, *Los Angeles Times*, 23 novembre 2003.

On a assisté cette année à de nombreuses victoires des conservateurs dans les médias aux États-Unis et certains s'imaginent qu'après avoir contrôlé l'agenda politique pendant des décennies, les conservateurs vont enfin dominer l'agenda culturel.

Il faut cependant observer que si l'on considère parfois le 11 septembre comme

un événement qui a transformé la nation, la culture populaire après le 11 septembre ressemble énormément à ce qu'elle était avant cette date fatidique. La révolution conservatrice des médias tant annoncée n'existe pas mais il suffit qu'elle soit annoncée pour que cela fasse débat dans les médias et qu'on assiste à une apparente émergence d'un phénomène.

Il est vrai que le pays est de plus en plus conservateur mais il ne s'agit pas d'un raz de marée et les sondages démontrent qu'il n'y a pas de modifications significatives du nombre de personnes se définissant comme étant de droite ou de gauche aux États-Unis. Les conservateurs ont fait ce que les vedettes du monde du spectacle font depuis des années : donner de l'écho à un petit phénomène pour le présenter comme un événement majeur. La révolution conservatrice est en réalité un pseudo événement, cela ne leur permettra pas d'obtenir plus de soutien mais de faire croire qu'ils en ont déjà obtenu plus.

## Robert Parsons



Robert Parsons est ancien correspondant de la BBC à Moscou et un spécialiste du Caucase et du nationalisme géorgien. Le mois prochain, il prendra la tête des services géorgiens de Radio Liberty.

### « La révolution hante le pays des monstres et des poètes »

Source : The Guardian

Référence : « Revolution haunts the land of monsters and poets », par Robert Parsons, *The Guardian*, 24 novembre 2003.

Les événements du week-end en Géorgie ressemblent beaucoup à ceux de 1992 qui avaient amené au pouvoir **Edouard Chevardnarze** au lendemain de l'indépendance. Le départ d'Edouard Chevardnarze n'aurait pas dû se dérouler ainsi mais les Géorgiens ont sur lui un regard beaucoup plus critique que ne l'ont les Occidentaux qui se souviennent de son rôle dans la Guerre froide. L'ancien président géorgien a très vite perdu la confiance de son peuple après son arrivée au pouvoir.

Dans ce pays, la corruption est encore plus développée que dans les autres pays de l'ex-URSS et sape les efforts de réformes. La Géorgie est l'un des dix pays les plus corrompus au monde et Edouard Chevardnarze n'a rien fait pour lutter contre cette tendance malgré les demandes du **FMI** et de la **Banque mondiale**.

Aujourd'hui, 60 % de l'économie géorgienne est issue de l'économie souterraine. La Géorgie est le pays qui reçoit la plus forte aide par habitant de la part des États-Unis après Israël. Du temps de l'URSS, elle disposait de la population la mieux instruite. On peut donc penser qu'elle ne manque pas de ressources. Reste à savoir ce que fera la nouvelle génération de politiciens.

Le nouveau président sera sans doute Misha Saakashvili, ancien ministre de la Justice de Chevardnadze. Il a promis que l'armée russe quitterait le territoire et de réunifier le pays. Il s'agit là de questions épineuses qui ont servis son discours populiste dans l'opposition. Cependant, pour se reconstruire, la Géorgie a besoin de Moscou et de Washington.



Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

## Ariel Sharon a négocié en secret avec Washington les conséquences du discours de George W. Bush sur l'application de la Feuille de route

Référence : « Sharon met secretly with U.S. emissary », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Le Premier ministre israélien Ariel Sharon a rencontré en secret, la semaine dernière à Rome, Eliot Abrams, membre du Conseil de sécurité national états-unien. Ce dernier, qui s'occupe spécifiquement des relations de la Maison-Blanche avec Israël, aurait informé Sharon des exigences de l'administration Bush relatives au démantèlement des avant-postes illégaux et au gel de la construction de colonies.

Il aurait également indiqué au Premier ministre israélien l'intention de Washington de déduire le coût du mur de séparation israélien des garanties bancaires offertes par les États-Unis à Israël. Ariel Sharon aurait fait part au conseiller états-unien de son intention de prendre des « *mesures unilatérales* » dans les territoires occupés, sans indiquer précisément lesquelles.

Cette rencontre a eu lieu lundi 17 novembre 2003, deux jours avant le discours du président George W. Bush à Londres, dans lequel celui-ci présentait ses exigences à Israël et réaffirmait sa volonté de voir changée la direction de l'Autorité palestinienne.

Une réunion restreinte du gouvernement israélien s'est tenue, dimanche 23 novembre 2003, afin d'envisager les mesures unilatérales évoquées la semaine précédente. Étaient présents le ministre du Commerce, Ehud Olmert, le ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom, le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, et le ministre de la Justice, Yosef Lapid, ainsi que le Premier ministre. Le détail des mesures n'a toujours pas été annoncé, même si Ariel Sharon n'a pas démenti les informations relatives à son intention de faire évacuer certaines colonies. Il a simplement déclaré : « *Je ne comprends pas. Tout ce que j'ai dit est une demi-phrase, et mes propos sont interprétés de tous les côtés* ».

Au cours de cette réunion, Silvan Shalom et Shaul Mofaz ont indiqué qu'ils ne pensaient pas qu'un cessez-le-feu tiendrait si les infrastructures terroristes n'étaient pas démantelées dans les territoires occupés. Yosef Lapid a suggéré d'ouvrir un débat relatif à un changement du tracé du mur de séparation, ce qui a suscité l'opposition d'Ehud Olmert, Silvan Shalom et Shaul Mofaz.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

## Israël reçoit en grande pompe l'ancien néo-fasciste italien Gianfranco Fini

Référence : « Fini condemns his country's 'disgraceful past' », par Amiram Barkat, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003. « Mussolini : Entire world should `beg forgiveness of Israel' », par Adi Schwartz, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Le vice-président du Conseil, Gianfranco Fini, a condamné le passé fasciste de son pays et a ajouté qu'il fallait en tirer des leçons afin de lutter contre le racisme et l'antisémitisme, lundi 24 novembre 2003, au cours d'une allocution prononcée au mémorial de l'Holocauste de Yad Vashen.

Il a ensuite ravivé la flamme commémorative du musée, qui brûle en mémoire des six millions de juifs victimes du génocide nazi, au cours de la Seconde guerre mondiale.

Gianfranco Fini est à la tête du parti italien de l'Alliance nationale, né des ruines du Mouvement social italien (MSI) néo-fasciste, qui revendiquait l'héritage du Duce, Benito Mussolini. Il est le premier représentant de cette formation à être accueilli en grande pompe en Israël.

Au cours de sa visite officielle de quatre jours en Israël, Fini doit rencontrer le Premier ministre Ariel Sharon, ainsi que son ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom. Une rencontre avec le leader d'opposition Shimon Peres et le président Moshe Katsav est également prévue.

D'après le ministère des Affaires étrangères israélien, il existe trois raisons pour inviter vice-président du Conseil italien : ses positions pro-israéliennes et son combat déterminé contre l'antisémitisme, le fait que les États-Unis et les autres pays le reconnaissent, et enfin le sentiment de la communauté juive italienne qui a progressivement dépassé sa méfiance et son hostilité envers lui. De plus, son soutien inconditionnel de la politique de Sharon, et notamment de la « clôture de sécurité », fait de lui le plus véhément défenseur du gouvernement israélien en Europe.

L'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, Yossi Beilin, a néanmoins qualifié cette visite de « *honte pour Israël* ». Gianfranco Fini avait en effet déclaré que Mussolini était « *le plus grand homme politique du XXe siècle* », avant de se rétracter et de condamner le régime fasciste, en 2002. Par le passé, Israël a donc toujours refusé d'accepter la main tendue par l'homme politique italien. Ainsi, en 1997, le ministère des Affaires étrangères israélien avait indiqué à quatre parlementaires issus de l'Alliance nationale, qui s'apprêtaient à se rendre en Israël, que leur présence n'était « *pas souhaitée* ».

Mais le leader italien n'a pas renoncé, et, après s'être exprimé en faveur de la « clôture de sécurité » lors d'une réunion du B'nai B'rith à Milan, des sources à Jérusalem avaient ironisé en indiquant que, « *à part se convertir, il a fait tous les efforts possibles pour se rapprocher de nous et des juifs d'Italie* ».

Dans une interview à *Ha'aretz*, la parlementaire de l'Alliance nationale, Alessandra Mussolini, petite-fille du dictateur italien, a déclaré que « *non seulement Fini, mais le monde entier, notamment le Vatican et le Pape, devrait*

*demander pardon à Israël* ». Lors du revirement de Gianfranco Fini, qui avait finalement condamné l'héritage mussolinien, elle était pourtant entrée dans une colère noire, allant ostensiblement s'asseoir au Parlement sur les rangs de l'autre parti d'opposition, Forza Italia, avant de déclarer aux responsables de son parti : « *il finira par tous vous faire circoncire afin qu'il puisse faire son pèlerinage en Israël* ».

## Syria Times



### L'émissaire états-unien au Proche-Orient de retour dans la région d'ici deux semaines

Référence : « US envoy to travel to Middle East to revive embattled "roadmap" », *Syria Times*, 23 novembre 2003.

L'émissaire états-unien au Proche-Orient, William Burn, a annoncé, dans un entretien accordé à des médias arabes à Washington, qu'il allait se rendre dans la région d'ici deux semaines, afin d'insuffler une énergie nouvelle au processus de paix sur la base de la Feuille de route.

D'après le quotidien officiel égyptien *Al-Ahram*, William Burn a en effet déclaré qu'il allait mener « *une nouvelle tournée dans la région dans deux semaines afin de relancer la Feuille de route* »

Il a également promis qu'il demanderait à Israël de respecter ses engagements nés de son acceptation du plan de paix.

Il a conclu en indiquant que le président égyptien, Hosni Moubarak, se rendrait aux États-Unis début 2004.

## L'Orient Le Jour



### Le secrétaire du Hezbollah menace les États-Unis et Israël

Référence : « Le chef du Hezbollah menace de frapper au cœur d'Israël », *L'Orient Le Jour*, 24 novembre 2003.

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a menacé, vendredi 21 novembre 2003, de frapper au cœur d'Israël, en cas d'attaque de la part de ce dernier contre le Liban ou la Syrie. Depuis plusieurs semaines, l'hypothèse d'une frappe israélienne contre ces deux pays est en effet devenue une menace bien réelle.

Il s'est également déchaîné contre la politique des États-Unis, qu'il a rendue responsable des récents attentats dans la région. Selon lui, la politique états-unienne dans la région est d'ailleurs assimilable à celle d'Israël, pays qu'il a voué

à la « *disparition* ».

« *Les États-Unis constituent une menace sérieuse à la stabilité et à la sécurité de la région* », a poursuivi le cheikh Nasrallah, comparant l'occupation de l'Irak à celle des territoires palestiniens. Il s'est enfin solennellement engagé à obtenir « *la libération des détenus dans les prisons israéliennes, quel que soit le résultat des négociations* » en cours entre son mouvement et Israël en vue d'un échange de prisonniers, parmi lesquels une vingtaine de Libanais.

« En cas d'échec des négociations, nous ferons tout pour obtenir la libération de nos détenus », a-t-il dit.

## Arab News



*Arab News* est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

## Une société saoudienne obtient un important marché de reconstruction en Irak

Référence : « *SCC Wins Iraqi Contracts* », *Arab News*, 24 novembre 2003.

La Saudi Cable Company (SCC), entreprise saoudienne, vient de remporter un important marché dans le cadre de la reconstruction irakienne. Elle a en effet été choisie pour l'opération « *Lumière de la Paix* », qui prévoit de rétablir les infrastructures électriques dans le pays. Cette société avait déjà réalisé une tâche similaire à la suite de la première guerre du Golfe en rétablissant le courant au Koweït, au cours de l'opération « *Lumière du désert* ».

La SCC a donc plusieurs contrats de reconstruction : le principal prévoit la fourniture de ses projets et services à l'Irak pour un montant de 30 millions de riyals, un contrat de fourniture et d'installation de câbles sous-terrains, et un contrat de fourniture de 800 kilomètres de lignes à haute tension (400 kV). De plus, le SCC a signé un contrat évalué à 100 millions de riyals pour la fourniture de câbles, dans le cadre du programme « *Pétrole contre nourriture* ».

Midal Cables, une société associée à la SCC, a également signé un contrat évalué à 30 millions de riyals pour la fourniture de lignes à haute tension à l'Irak.



## La Syrie préparerait le remplacement du Premier ministre libanais Rafic Hariri

Référence : « Le Premier ministre ne resterait en place que jusqu'au vote du budget, selon Dalloul », par Fady Noun, *L'Orient Le Jour*, 24 novembre 2003.

Le député de la Békaa (région du Liban), Mohsen Dalloul, a fait sensation, dimanche 23 novembre 2003, en évoquant, au cours d'une conférence de presse, le possible départ du Premier ministre du Liban, Rafic Hariri, après le vote du budget 2004.

Assurant que le récent sommet de Damas a été « *un grand succès* », M. Dalloul a affirmé qu'un changement de gouvernement, « *ou au moins du chef du gouvernement* », est prévisible, une fois voté le projet de budget 2004 par le Parlement. Dans le même temps, ce proche de Rafic Hariri a affirmé que le départ du Premier ministre serait favorable à ce dernier, dans la mesure où il démontrerait qu'il est irremplaçable.

Ces propos, tenus sur un air entendu et mystérieux, ont été confirmés, selon *L'Orient Le Jour*, par « *des affirmations claires obscures* » du ministre de l'Information, Michel Samaha, qui, après avoir estimé dimanche dans une déclaration télévisée qu'un changement de gouvernement est « *improbable* », a ajouté qu'il ne saurait affirmer avec certitude « *ni que le cabinet reste, ni qu'il s'en aille* ».

Ces déclarations sont en contradiction avec le bilan officiellement dressé de la rencontre de la semaine passée entre le président libanais Emile Lahoud et son homologue syrien, Bashar al-Assad, puisque les commentateurs y voyaient jusqu'ici l'assurance du maintien du gouvernement jusqu'à la fin du mandat du président Lahoud.

Dimanche, le président syrien a rencontré le ministre des Travaux publics libanais, Négib Mikati, avec lequel il a évoqué, d'après l'Agence nationale d'information, « *l'actualité libanaise et régionale* ».

Négib Mikati est dépeint par *L'Orient Le Jour* comme un « *proche de Damas, grand brasseur d'affaires* », et comme « *l'une des personnalités sunnites les mieux placées pour succéder à M. Hariri* ». Damas tenterait en effet d'affaiblir l'actuel Premier ministre sur la scène sunnite, « *notamment en favorisant l'émergence d'un rassemblement de personnalités sunnites indépendante de sa sphère d'influence. Cet effort coïnciderait avec l'amorce d'un rapprochement du chef de l'État de la base chrétienne* ».

D'après le quotidien libanais, « *l'audience accordée à M. Mikati reflèterait, selon certains analystes, la volonté de Damas d'affaiblir les deux principaux partenaires du président Lahoud au pouvoir, MM. Hariri et Berry, afin de leur faire comprendre que, s'ils sont les présidents de certaines institutions, seul le chef de l'État est le président du Liban* ».

## L'Orient Le Jour



## Des manifestations de partisans du général Aoun et des Forces Libanaises au Liban et en France

Référence : « Manifestations des aounistes et des FL au Liban et en France », *L'Orient Le Jour*, 24 novembre 2003.

Une manifestation de 2500 étudiants s'est déroulée, vendredi 21 novembre 2003 à Beyrouth, avec pour mot d'ordre un appel au « *départ de l'occupant syrien* » et à « *la dissolution des organisations terroristes libanaises et palestiniennes* ». Le cortège était composée de partisans de l'ancien chef de gouvernement, le général Michel Aoun, et de partisans du chef des Forces libanaises dissoutes, Samir Geagea.

Selon *L'Orient Le Jour*, « *cet appel fait écho à la demande américaine appelant à la démilitarisation du Hezbollah et à l'expulsion du Liban des responsables du Hamas et du Jihad islamique, figurant tous sur la liste des "organisations terroristes"* ».

Au même moment, une marche pour le Liban libre s'est tenue en France. Elle a rassemblé des centaines de partisans du général Aoun, a ainsi eu lieu vendredi entre la place de l'Hôtel de Ville et la place du Châtelet, tandis que les Forces libanaises ont organisé leur propre manifestation, à laquelle ont notamment participé Nadim Béchir Gemayel et l'ancien député Gabriel Murr, actuellement en France.

## L'Orient Le Jour



## Le président syrien réaffirme sa volonté de dialogue avec Washington

Référence : « Liban-Syrie - Assad reçoit la Task Force for Lebanon », *L'Orient Le Jour*, 24 novembre 2003.

Le président syrien Bachar al-Assad a reçu, dimanche 23 novembre 2003, une délégation de membres de la Task Force for Lebanon, une organisation libano-états-unienne de lobbying aux États-Unis.

Au cours de la discussion qu'il a eue avec les représentants de cette organisation, il a souligné l'« *importance du dialogue dans les relations internationales* », avant d'ajouter que « *la Syrie veut poursuivre le dialogue, car il est indispensable pour des relations équilibrées et justes* » entre les pays. La Syrie, menacée de sanctions économiques par les États-Unis, a réaffirmé, par la voix de son ministre de l'Information, Ahmed el-Hassane, qu'elle ne comptait pas « *fermer la porte au dialogue* » avec Washington, après l'adoption par le Congrès du Syria Accountability Act, le 12 novembre 2003.

## États-Unis, Royaume-Uni



### **Déclaration commune de George W. Bush et Tony Blair (extraits)**

Référence : Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis.

Nous nous heurtons à de grands défis : le terrorisme mondial, la prolifération des armes de destruction massive, la pauvreté, les maladies infectieuses et des dictateurs hostiles qui oppriment leur peuple et qui compromettent la paix. Nous et nos alliés des pays démocratiques avons l'obligation particulière d'agir et de mobiliser les institutions internationales afin de relever ces défis et de créer un monde plus sûr, plus juste et plus prospère.

[...]

Nous exhortons tous les pays à s'unir dans un but commun, d'oublier leurs désaccords temporaires et de reconnaître notre obligation d'oeuvrer en faveur du bien commun dans le monde. Nos tâches sont de grande ampleur, mais nos moyens le sont aussi lorsque nous oeuvrons de concert.

Un multilatéralisme efficace, et non l'unilatéralisme ou la paralysie internationale, guidera notre action. Nous devons :

► Faire des efforts pour encourager la liberté dans les pays du grand Moyen-Orient. Nous avons une vision de cette partie du monde progressant vers la paix en passant par le stade la liberté. Nous ne pouvons pas sacrifier notre attachement à la démocratie pour acheter la sécurité, car dans ce cas-là nous n'aurons ni l'un ni l'autre. Nous saluons ceux qui dans la région s'emploient à promouvoir les droits de l'homme et la liberté économique, à lutter contre la corruption et à encourager l'égalité de tous devant la loi. [...]

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la vision de paix entre deux États - Israël et la Palestine - vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. La Feuille de route menant à la paix demeure le moyen de concrétiser cette vision, et nous demandons à toutes les parties de s'acquitter des obligations qui en découlent, notamment d'agir avec efficacité pour mettre un terme au terrorisme et de s'abstenir de prendre des mesures susceptibles d'empêcher les conditions d'un règlement définitif ou d'en préjuger. [...]

► Poursuivre la lutte contre le terrorisme international. Nous finirons ce que nous avons commencé. Les terroristes ne doivent trouver aucun refuge, ni dans les montagnes de l'Afghanistan ou en Irak, ni en se cachant dans les villes de l'Europe et des Etats-Unis, ni en se faisant passer pour des guérilleros ou pour des oeuvres de bienfaisance. [...]

► Renforcer les efforts mondiaux contre la prolifération des armes de destruction massive. Nous devons accroître les capacités internationales pour s'attaquer efficacement à cette menace et nous le ferons. Nous redoublerons nos efforts pour contrecarrer les programmes nucléaires dangereux tant de l'Iran que de la Corée du Nord. [...]

► Promouvoir la santé de la population dans le monde. La lutte contre la pandémie mondiale de sida exige des efforts, une coordination et des ressources d'une manière soutenue au niveau international. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni oeuvreront de concert pour renforcer les efforts dans les domaines de la prévention, du traitement, des soins et du soutien en commençant par cinq pays africains. En vue de faciliter cette coopération, nous créerons un groupe de travail sur le sida, qui axera ses travaux sur nos efforts nationaux et qui fera aussi appel à d'autres pays. Nous adopterons une ligne d'action globale pour accroître la prévention, les soins et le traitement, notamment en élargissant l'accès à des médicaments non toxiques et efficaces, en améliorant les prestations médicales et en formant des agents sanitaires. Nous partageons le même engagement en faveur de l'accroissement rapide des moyens de traitement contre le VIH dans les pays les plus touchés, de la réduction du taux de contamination ainsi que de l'élaboration de programmes destinés à fournir des soins et un soutien aux séropositifs et aux personnes touchées par le VIH et le sida, notamment les orphelins et les enfants qui sont vulnérables. Nous demandons à d'autres pays de se joindre à nous pour atteindre l'objectif fixé par le G8 en ce qui concerne l'éradication de la poliomyélite en 2005.

► Soutenir le développement de l'Afrique. Nous réaffirmons notre soutien à l'Afrique et au NEPAD dans le cadre du plan d'action du G8 pour l'Afrique. Nous sommes convenus d'œuvrer en faveur de la création de mécanismes africains efficaces pour prévenir les conflits et pour administrer les opérations de maintien de la paix ; de continuer d'encourager au Zimbabwe le rétablissement d'institutions démocratiques responsables et de l'Etat de droit ; enfin, de soutenir le rétablissement de la paix au Liberia et en Sierra Leone. Nous nous acquitterons des engagements que nous avons pris à Monterrey et dans le cadre du plan d'action pour l'Afrique en vue d'améliorer l'efficacité de notre aide au développement. Nous nous félicitons du lancement du Forum pour le partenariat avec l'Afrique destiné à accroître le soutien de la communauté internationale au développement du continent africain. La mise en place des fondements de réussite de l'Afrique est notre but commun, et nous nous engageons à soutenir les efforts de ce forum. Nous agissons au niveau bilatéral et multilatéral pour améliorer les possibilités d'échanges commerciaux avec l'Afrique.

► Promouvoir le libre-échange. Nous sommes résolu à favoriser un système commercial mondial qui soit libre, équitable et multilatéral. Reconnaisant que la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à



Cancun a constitué une occasion manquée, nous réaffirmons notre attachement à l'aboutissement du programme de développement de l'OMC adopté à Doha. Nous oeuvrerons de concert avec nos partenaires de la communauté internationale pour mener à bien le cycle de négociations qui profitera aux pays tant industriels qu'en développement. Nous préconisons la reprise des négociations et encourageons toutes les parties à contribuer d'une manière sérieuse et importante à ces négociations qui revêtent de l'importance.

► Accroître la coopération technique en matière d'énergie non polluante. Nous réunirons nos forces scientifiques et techniques afin d'accélérer la mise au point de techniques pratiques et rentables en ce qui concerne la production et l'utilisation d'énergie non polluante.

[...]